

Une vision cohérente pour la formation professionnelle

En cette année électorale où les thématiques de l'éducation, de la réussite éducative et de la main-d'œuvre feront l'objet de (très!) nombreux engagements, il semble pertinent de souhaiter que la vision d'ensemble que nous réclamons soit enfin au rendez-vous. Ainsi, les journées de réflexion sur la formation professionnelle, prévues les 5 et 6 février prochains, sont l'occasion de rappeler les priorités que nous portons à bout de bras depuis des années.

Au Québec, nous pouvons compter sur une offre de formation professionnelle de qualité, qualifiante et transférable, qui répond aux besoins et aux aspirations des élèves ainsi qu'aux compétences tant recherchées par les employeurs.

Des mesures concrètes pour favoriser la réussite

D'entrée de jeu, rappelons qu'un enjeu majeur en matière de réussite est l'offre de services aux élèves, alors qu'on observe un manque criant de ressources professionnelles et de soutien dans ce secteur. En effet, les programmes de formation professionnelle sont exigeants, les horaires sont chargés, et les élèves ont besoin de soutien afin de réussir à se qualifier pour des métiers qui leur ouvriront les portes du marché du travail. Pourtant, en formation professionnelle, l'encadrement légal ne garantit pas les services complémentaires pour les adultes, qui constituent la majorité des élèves.

Dans le même sens, et à l'instar de ce qui se fait dans les cégeps, des ressources doivent être dégagées pour permettre une offre de mise à niveau pour les élèves qui ne maîtrisent pas suffisamment les compétences préalables à leur programme. Comme la moyenne d'âge des élèves en formation professionnelle est de 28 ans, les notions apprises lors de leurs études secondaires sont parfois loin, alors qu'elles sont nécessaires pour la réussite de leur formation. Il faudra également trouver une solution à la question de la fluidité vers les études supérieures en faisant notamment le constat de l'échec des passerelles entre le DEP et les DEC.

De plus, contrairement à la formation collégiale et universitaire, la formation professionnelle à temps partiel n'est ni offerte ni financée, alors que cela devrait être incontournable. Pour plusieurs, cela peut être déterminant dans la décision d'effectuer un retour aux études en constituant un moyen de mieux les concilier avec le travail.

Renforcer le rôle de la formation professionnelle pour favoriser le développement des régions

Afin d'améliorer l'offre de formation professionnelle pour les jeunes et les adultes des régions, plusieurs éléments seraient également à évaluer. Par exemple, il faudrait instaurer des paniers régionaux de formation. Au moins trois régions ont mis en place des modèles basés sur un partage de l'offre de formation, ce qui permet de garder accessibles des programmes qui ne pourraient être offerts dans un contexte de concurrence entre les établissements ou de baisse démographique.

Alors que la majorité des emplois se trouvent dans des PME dont l'intérêt pour accueillir des stagiaires varie selon la conjoncture économique, il est nécessaire de maintenir et de consolider l'offre de formation et les équipements à l'intérieur des centres.

Toutefois, le gouvernement a instauré quelques projets pilotes de formations offertes à 40 % ou 50 % en milieu de travail, ce qui ne peut fonctionner que dans certaines conditions. Dans ces cas, l'implantation d'un mécanisme formel de suivi avec les partenaires, s'appuyant entre autres sur l'expertise du personnel enseignant, permettrait d'en déterminer les nécessaires balises nationales pour éviter les dérives. Cela pourrait assurément guider l'élaboration de ces projets en région. Soulignons que, dans les régions éloignées des centres urbains, il faudrait développer des modèles de financement pour le transport des élèves, souvent problématique.

On ne saurait passer sous silence que la valorisation de ce secteur sous-tend la valorisation du personnel enseignant qui y travaille. Si la difficulté de recrutement des enseignantes et enseignants est criante dans tous les secteurs, il faut comprendre qu'elle l'est aussi du côté de la formation professionnelle. Ainsi, il faudra assurément miser sur une amélioration significative des conditions de travail du personnel enseignant, en s'attaquant entre autres à la précarité, importante dans tous les secteurs d'enseignement, mais qui avoisine les 74 % en formation professionnelle. Bien sûr, à l'occasion de ce rendez-vous, nous aborderons plusieurs autres enjeux qui nous interpellent et pour lesquels nous avons des positions. Dans le contexte d'une politique sur la réussite éducative des élèves, il est plus que temps que le gouvernement s'engage en formation professionnelle.

Josée Scalabrini, présidente de la FSE (CSQ)